

6. LES DEBUTS DU SOCIALISME EN THUDINIE (1985)

*Le numéro spécial du **Peuple** du 1^{er} mai 1985, consacré au centenaire du POB, contenait notamment une série d'articles rétrospectifs par arrondissement. Ayant été l'auteur, au même moment, de la monographie historique consacrée aux Fédérations socialistes des arrondissements de Thuin et de Soignies, j'apportai ma pierre à ce numéro « historique » via ce résumé des débuts du socialisme dans la partie sud de l'arrondissement de Thuin.*

Etrangement découpé et très allongé, l'arrondissement de Thuin va du nord au sud en quelque 70 kilomètres de longueur, du coeur du bassin minier du Centre aux confins des Ardennes françaises. De l'est à l'ouest, il est traversé dans sa plus grande largeur par la Sambre. Au lendemain de la première guerre mondiale, l'arrondissement comptait 84 communes groupées en cinq cantons. Les trois quarts des 135.000 habitants se trouvaient dans le nord de l'arrondissement, ainsi que les industries charbonnières et métallurgiques; nettement moins peuplés, les trois cantons du sud étaient une zone essentiellement agricole. Le mouvement ouvrier fut évidemment précoce dans les communes du nord, proches du « coeur » du Centre, de La Louvière. Très tôt, des groupes de Haine-St-Pierre, Morlanwelz, Carnières, Anderlues participèrent aux Congrès annuel du POB. De nombreuses pages ont été écrites sur l'histoire du « Progrès » et en général sur le mouvement ouvrier socialiste dans le Centre. On rappellera plutôt ici les débuts, moins connus, du socialisme dans les régions de Binche, Thuin, Merbes-le-Château, Rance, Chimay... du moins quelques traits et lignes de force des premières organisations ouvrières socialistes dans cette région.

DANS LE NORD DE L'ARRONDISSEMENT

Ce n'est, semble-t-il, qu'à la fin du XIX^e siècle que naissent les premiers groupes socialistes dans la région. Jusqu'aux premières élections au suffrage universel (corrigé par le vote plural), il n'est d'ailleurs pas question au sein du jeune POB d'une Fédération thudiniennne: les quelques groupes de l'arrondissement font partie de la Fédération du Centre. La Fédération de Thuin, comme celle de Soignies, ne sera constituée qu'en 1893, en vue des élections législatives d'octobre 1894. Elle n'aura pas de permanent avant 1920.

Dès 1895 au moins, il existait une mutuelle et une Ligue socialistes à Binche. Longtemps pourtant, la ville resta très réticente à la propagande socialiste, particulièrement ardue alors. La coopérative "En Avant" qui y fut créée (par Louis Rombeaux et Elie Hainaut notamment) en 1904 eut une existence pleine d'angoisses au moins jusqu'en 1914 : faute de clients, le magasin n'était ouvert que le samedi soir et le café de la Maison du Peuple restait désert, les ouvriers n'osant s'y rendre. Si la situation s'améliora à cet égard après la guerre ("En Avant" eut 600 membres en 1924, elle ouvrit des Maisons du Peuple à Ressaix et à Solre-sur-Sambre, et une autre société fut créée en 1920 pour exploiter une boucherie coopérative), il restait cependant beaucoup à faire au point de vue de l'action politique et syndicale. Binche était entourée d'une multitude de communes où, selon *L'Eclair Socialiste*, la propagande était quasi nulle. Dans les charbonnages de Ressaix et Péronnes, la Concentration syndicale ne vit le jour qu'en 1912, à l'occasion d'un important conflit (conduit notamment par Louis Artoos, Ballas, Caufriez et Guéritte) : auparavant, l'activité socialiste y était sévèrement réprimée.

Le siège de la Fédération d'arrondissement fut longtemps dans les locaux du "Progrès" à Jolimont et non au chef-lieu d'arrondissement où le socialisme était très faible. Une mutuelle ("Les Sans Crainte") avait été fondée à Thuin en 1907, ainsi qu'une boulangerie coopérative, "L'Avenir". Mais au lendemain de la guerre, Thuin restait nettement en arrière à plusieurs égards : il n'y avait en 1923, pour 6.000 habitants, que 94 mutuellistes socialistes (1,5 % de la population, contre 11 % à Biercée et 17 % à La Buissière par exemple) et 148 coopérateurs (2,4 % contre 10 à Biercée et 14 à La Buissière), enfin un seul conseiller communal socialiste (sur onze élus). Non loin de là par contre, à la Buissière, la Mutuelle créée en 1909 comptait 217 membres en 1922 pour 1263 habitants; une Jeune Garde Socialiste était active depuis 1896 et, aux élections de 1921, le POB avait emporté cinq des neuf sièges de conseillers. Mais la commune la plus « rouge » du canton de Thuin était Lobbes - où les pionniers (dont le futur bourgmestre Louis Bernard) avaient fondé une Ligue ouvrière dès la fin du XIX siècle, une mutuelle dès 1901 ("L'Alliance Socialiste"), une coopérative en 1911 ("La Classe Ouvrière"), enfin après la guerre une section de Femmes Prévoyantes et un syndicat de métallurgistes.

D'ERQUELINNES A L'ESCAILLIERE

A l'ouest de l'arrondissement, la Maison du Peuple d'Erquelinnes fut inaugurée en août 1926 pour commémorer le trentième anniversaire du socialisme dans la commune: une Ligue ouvrière (une des rares de l'arrondissement, avec celles de Lobbes, Solre-sur Sambre et Sivry notamment) y avait été fondée le 2 août 1896. Le 4 juin 1899, après une conférence d'Eugène Rousseau, Erquelinnes était dotée d'une mutualité socialiste, "Les Prévoyants de l'Avenir". Après la guerre, la commune avait une section de Femmes Prévoyantes et en 1924 un syndicat de métallurgistes. Jusqu'en 1914, les ouvriers travaillant dans les usines de Jeumont restèrent quasi complètement inorganisés. Une forte organisation syndicale (environ 4.500 membres) exista en 1921, mais les ouvriers la désertèrent ensuite. Lorsqu'en mars 1924, les ouvriers de Jeumont déclenchèrent un important mouvement de grève pour obtenir une hausse de salaire, il fallut faire appel à des militants de Charleroi qui reprochèrent aux grévistes leur inorganisation : il n'y avait plus que 2 à 300 syndiqués, et toutes les

sections d'usine impliquées dans le mouvement présentaient des revendications différentes ! Il semble que la situation s'améliora, à cet égard, après ce conflit.

Dans le canton de Beaumont-Rance, une Fédération cantonale fut créée en 1901. Elle parvint vingt ans plus tard à faire élire un de ses fondateurs et dirigeants au Conseil provincial: Joseph Chardon, qui devint Député permanent. La plus forte proportion de socialistes se trouvait à Boussu-lez-Walcourt, commune dotée d'une importante coopérative, d'une Maison du Peuple, d'un Cercle dramatique, d'une mutuelle, etc. De nombreux groupes existaient également à Rance, la capitale du marbre, notamment un syndicat d'ouvriers marbriers dès 1901 et la mutualité "La Fraternité" fondée en 1911. C'est également en 1901 que fut créée la Ligue Ouvrière de Sivry, et en 1911 la mutualité socialiste de cette commune. A Rance, Sivry, Froidchapelle, les socialistes luttèrent seuls aux élections communales de 1921; partout ailleurs dans le canton, le POB faisait alliance avec les libéraux. Plus au sud encore, dans le canton de Chimay, la tâche des militants du POB fut particulièrement difficile encore au lendemain de la guerre. Ainsi à Momignies, mise à part l'existence d'un syndicat d'ouvriers du verre, tout restait à créer en 1923; même situation à l'Escaillière, où la section mutualiste "La Prolétarienne" créée en juillet 1911 regroupait cependant une quarantaine d'hommes et de femmes en 1924 (sur 360 habitants). Des mutuelles avaient également été fondées, au milieu des années '20, elles étaient encore souvent les seuls groupes existants.

UNE SITUATION ASSEZ PARTICULIERE

Excepté la Fédération politique, dont le rayon d'action correspondait à l'arrondissement, les grandes organisations mutualistes, syndicales et coopératives rayonnant sur la Thudinie avaient toutes leurs sièges en dehors de celle-ci et leur rayon d'action était plus vaste. Il exista longtemps certes, une Fédération mutualiste de Thuin-Sud, mais elle fut englobée en juillet 1922 dans la Fédération du Centre, dont le siège était à La Hestre : 109 sections de l'arrondissement en dépendaient. Au point de vue syndical, 13 sections de mineurs faisaient partie de la Fédération du Centre et de même 10 sections de métallurgistes; d'autres sections de métaux (celles situées entre Erquelines et Thuin) dépendaient de la Fédération du Bassin de Charleroi. Quant aux coopératives, elles étaient alimentées soit par le "Progrès" de Jolimont (nord de l'arrondissement) ou l'Union des Coopératives de La Louvière (idem), soit par les Magasins Généraux de Dinant-Philippeville (tout le sud de la Thudinie).

Les mutualités formaient alors l'épine dorsale du mouvement socialiste en Thudinie: dans bien des communes, elles faisaient fonction de Ligues ouvrières ou d'Unions communales. Au total (avec trois mutuelles dépendant de Charleroi et les sections autonomes de Rance et Sivry), elles groupaient en 1911 près de 3.600 membres, le double en 1923. Les syndiqués n'étaient que 1.216 à la veille de 1914, mais près de 6.000 dix ans plus tard - dont 2.326 mineurs (à Anderlues, Carnières, Haine-Saint-Pierre, Leval-Trahegnies, Mont-Sainte-Aldegonde, Morlanwelz et Ressaix surtout) et 2.446 métallurgistes (principalement à Haine-Saint-Pierre, Morlanwelz et Carnières). Le syndicat des marbriers de Rance comptait 169 affiliés en 1924, celui de La Buissière 248. Enfin, si les coopérateurs étaient 1.936 en 1913, cinq ans après la fin du conflit mondial le "Progrès" comptait quelque 10.000 membres dans l'arrondissement, l'Union des Coopératives y possédait 13 magasins et les Magasins Généraux avaient 4.000 membres en Thudinie. En outre, plusieurs coopératives autonomes opéraient exclusivement dans l'arrondissement (les deux sociétés de Binche, celles de Lobbes, Sars-la-Buissière, Anderlues, Baileux et Villers-la-Tour).

La situation de la presse socialiste reflétait elle aussi les particularités de l'arrondissement. Sept ou huit communes du nord recevaient l'hebdomadaire *Le Clairon* avant 1914 (plus tard *Le Cri du Peuple*) édité par la Fédération de Soignies pour cet arrondissement et l'ensemble de la région du Centre. Comme quotidiens, le *Journal de Charleroi* était aussi lu que *Le Peuple* en Thudinie. Quant à l'hebdomadaire de la Fédération thudinienne, *L'Eclair Socialiste*, il servit également d'organe à la Fédération de Dinant-Philippeville jusqu'à la guerre. Ce journal avait été fondé (et dirigé pendant 18 ans ensuite) par Eugène Berloz en 1896 et tirait à 3000 exemplaires. Sa réapparition fut décidée en Congrès fédéral en 1922 et effective en septembre - sous la direction d'Yvon Tricot, devenu secrétaire permanent de la Fédération en 1920.

LES PREMIER MANDATAIRES

Le POB n'avait obtenu dans l'arrondissement que 23,8 % des voix aux législatives d'octobre 1894. Entre 1904 et 1914, il devait gagner 6.000 voix et passer de 29 à 33,5 %. Le grand bond en avant eut évidemment lieu en 1919, aux premières élections au suffrage universel pur et simple: les socialistes obtinrent plus de 48 % des voix - mais ce pourcentage décrut en 1921. Si le POB était puissant dans les cantons de Binche (36 % en 1904, 43 % en 1914 et 61 % en 1919) et de Merbes-le-Château (32 % en 1904, 37 % en 1914 et 50 % en 1919), ce n'était pas le cas dans la partie méridionale de la Thudinie soit les cantons de Thuin (1/4 des voix environ en 1914, 1/3 après la guerre), Beaumont (17 % avant 1914, 20 % environ en 1919) et Chimay (en moyenne 15 à 20 %). Des quatre conseillers provinciaux socialistes élus en 1921, un seul venait du sud de l'arrondissement (Chardon), les trois autres du canton de Binche. Avant 1914, Eugène Rousseau de Haine-Saint-Pierre avait été le seul représentant de la Thudinie au Conseil provincial.

Le POB n'avait des mandataires communaux que dans 13 communes avant la guerre : Anderlues, Carnières,

Estinnes-au-Mont, Haine-Saint-Pierre, Ham-sur-Heure, Haulchin, Jamioulx, Leval-Trahegnies, Mont-Sainte-Aldegonde, Morlanwelz, Nalinnes, Rance et Seloigne; il participait au Collège échevinal dans quatre d'entreelles (Anderlues, Carnières, Haine et Leval) mais il n'y avait (comme partout ailleurs) aucun bourgmestre socialiste. Après les élections communales de 1921, les socialistes possédaient 175 sièges de conseillers communaux (contre 64 avant guerre), dont les 2/3 dans les deux cantons nord. Ils eurent treize postes de bourgmestre, la plupart en dehors du nord de l'arrondissement: ainsi à Rouveroy, Bersillie-l'Abbaye, Fontaine-Valmont, Montignies-Saint-Christophe, Lobbes, Biercée et, plus au sud encore, Robechies. En outre, de nombreux échevins socialistes furent élus dans d'autres communes. Ainsi à Erquelines, Maurice Métens et Augustin Vas. C'est aussi dans cette commune que fut élue au Conseil communal la seule femme de l'arrondissement, la socialiste Laure Lanthier- Chaffotte.

C'est la figure d'Eugène Berloz qui domina le socialisme en Thudinie jusqu'au début des années '30, depuis son élection comme député en janvier 1895 jusqu'à son retrait en 1932 (il mourut cinq ans plus tard). Instituteur à Morlanwelz dès 1890 (il était né à Huy en 1853), Berloz avait conduit la liste socialiste aux législatives d'octobre 1894 au cours desquelles le POB fut battu; mais grâce à l'action de nombreux militants de l'extérieur, Berloz obtint le siège de député en janvier suivant (en remplacement d'un libéral décédé). Il fut constamment réélu ensuite. Conseiller communal de Morlanwelz à partir de 1896 (sauf de 1903 à 1910), il fit fonction d'échevin en 1917 et fut nommé bourgmestre en 1921. Son successeur au Parlement en 1932, Max Buset, se fit rapidement connaître au sein du Parti Ouvrier par ses écrits, ses rapports et ses interventions aux Congrès, et acquit une place de premier plan qui lui fut confirmée en 1945 par son élection à la présidence du nouveau PSB.